

Lundi 21 mars 2011

l'étincelle*

TECHNOCENTRE
Renault
Guyancourt

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Après la répression par Kadhafi, l'intervention occidentale : Un nouveau coup contre le peuple libyen

Bien sûr, on peut comprendre le soulagement qu'ont exprimé les insurgés de Benghazi en apprenant que leur ennemi était frappé militairement. Mais les bombes occidentales pourraient les faire changer d'avis. Du moins ceux qui ont pris la rue, puis les armes pour vraiment changer de régime. Ceux à qui doit aller toute la solidarité des travailleurs de France et du monde.

Car l'intervention militaire franco-anglo-américaine en Libye ne vise pas à venir au secours de la population civile, encore moins à soutenir les insurgés contre le dictateur Kadhafi.

Cela fait plus d'un mois que le peuple libyen s'est révolté contre la dictature, en suivant les exemples tunisien et égyptien. Pendant toutes ces semaines, les mêmes grandes puissances ont laissé Kadhafi bombarder et massacrer grâce aux armes, aux avions et aux blindés qu'elles lui ont fournis depuis des années.

Ce n'est que des milliers de morts plus tard, une fois les mercenaires du dictateur entrés à Benghazi, une fois l'armée de la dictature ayant repris le dessus aux dépens des insurgés désarmés et isolés, acculés à la fuite, que nos prétendus démocrates font donner leurs bombardiers. Ces bombardiers qui, à leur tour, font de nouvelles victimes et de toute évidence pas seulement parmi les mercenaires de Kadhafi.

Les interlocuteurs que se sont choisis les chefs d'Etat occidentaux, ce sont ces dirigeants autoproclamés de l'opposition libyenne, ce « *Conseil national de transition* », parmi lesquels on retrouve plusieurs anciens dignitaires du régime, comme l'ancien ministre de la justice ou d'anciens ambassadeurs.

Ceux-là, sans doute, sont prêts à négocier avec les forces impérialistes pour prendre la place de Kadhafi, peut-être même à s'entendre avec Kadhafi lui-même, pour mettre en place une solution à la convenance des puissances impérialistes : un régime plus ou moins replâtré, très vite sans doute aussi

dictatorial que l'actuel, et tout de suite sans que la population libyenne n'ait son mot à dire.

Sarkozy, Cameron et Obama se disent pour la démocratie ? Mais au Bahreïn, on assiste en ce moment même à l'intervention militaire des Emirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite, deux bons alliés des Etats-Unis, pour venir au secours non pas de la population révoltée, mais du régime ! Les mêmes Emirats qui soutiennent l'intervention en Libye et devraient y contribuer avec leur aviation !

La France, les Etats-Unis et leurs alliés, mais aussi tous les régimes de la région partagent une crainte commune. La crainte de l'approfondissement et de la propagation des révolutions. Depuis janvier, les révoltés du monde arabe ont fait tomber un dictateur, puis un autre, et d'autres sont sur la sellette.

La première raison de l'intervention militaire occidentale est justement d'entraver le mouvement révolutionnaire en cours dans les pays arabes. De lui donner un coup d'arrêt.

Face à ce déploiement et cette opération militaires, ne soyons pas dupes. Les états-majors occidentaux et leurs alliés locaux ne sont pas les amis mais les ennemis des travailleurs, des peuples et des révolutions arabes.

A ceux-ci, exprimons notre solidarité en disant de toutes les manières possibles, et le plus fort possible, notre opposition à une intervention militaire, à défaut de pouvoir l'entraver ou l'arrêter ; une intervention dirigée à court comme à long terme contre eux.

Pour le peuple de Lybie, l'espoir ne pourra venir des portes avions américains ou français, mais d'une intervention des peuples et des classes ouvrières des autres pays arabes qui se sont soulevés contre leurs dictateurs.

Stop aux bombardements en Libye par l'aviation française ! Troupes françaises hors d'Afrique !

Salaires : la mobilisation ne faiblit pas

Vendredi 18 mars, 550 salariés ont allés porter à la direction la pétition demandant la réouverture des négociations sur les salaires. Du hall de la Ruche à celui de l'Avancée, le cortège s'est vu et entendu ! Si la direction comptait sur le pourrissement du mouvement, c'est raté.

Ceux qui s'apprêtaient à toucher le magot

Carlos Ghosn a annoncé que tous les cadres dirigeants liés à l'« affaire » renonceront à leurs bonus cette année. L'occasion d'apprendre qu'il s'apprêtait à empocher 1,6 millions d'€ (135 % de sa part fixe) pendant qu'il octroyait 1,7 % d'AGS aux salariés de Renault sas. Le scandale, c'est moins les « fuites » que cette direction qui s'en met plein les poches en chantant l'air de la crise aux salariés.

Chers actionnaires

La direction va reverser aux actionnaires de Renault les 88 millions d'€ de dividendes reçus de Nissan en 2010. 88 millions, cela fait 100 € net d'augmentation pour les 36 000 salariés de Renault sas, soit 4 fois le talon de 28 € brut des AGS.

Le compte n'y est toujours pas

La prime d'intéressement aux résultats financiers versée vendredi (environ 2/3 d'un mois de salaire) est loin d'atteindre celles d'avant la crise. Et encore moins celles d'Audi ou de Daimler versées cette année en Allemagne.

Ce n'est pas aux salariés de payer

Renault aurait provisionné 12 millions d'euros pour indemniser les 3 cadres licenciés selon la presse, 5 millions par personne selon leurs avocats.

Pourquoi ne pas envoyer la note aux membres du conseil d'administration qui ont approuvé le plan d'action de Ghosn : Thierry Desmarest (président du conseil d'administration de Total), Marc Ladreit de Lacharrière (PDG de Fimalac), Franck Riboud (PDG de Danone) ou encore Alain J-P Belda (président d'Alcoa, dont Ghosn est lui-même administrateur) ?

Fausse fuites mais vraie pompe à fric

L'affaire d'espionnage fait pschitt. Mais pour des tuyaux percés, la direction avait quand même déboursé 310 000 € et s'apprêtait à en verser encore 400 000. La fameuse « source » du service de sécurité demandait en effet 924 000 € de plus pour des preuves supplémentaires. Comme quoi, du fric, Renault sait en trouver...

Atout : le petit

Contrairement à Pelata, Ghosn n'a pas présenté sa démission. Selon ses termes, il a jugé modestement qu'il était « un atout pour son entreprise ». Et surtout qu'il était intouchable vu sa position dans l'Alliance.

Pas sûr que l'atout aille au bout.

Un silence qui en dit long

Ghosn a présenté ses excuses aux trois cadres accusés à tort d'espionnage. Pas un mot par contre pour les salariés de Renault. Pas une excuse pour la ligne hiérarchique qui a dû relayer ses soi-disant certitudes. Ça, c'est de la reconnaissance.

Tous espionnés

En enquêtant sur l'affaire d'espionnage, le Parquet de Paris a trouvé des fouilles d'ordinateurs (des photos personnelles ont été retrouvées lors des perquisitions des membres de la sécurité) et des écoutes téléphoniques sauvages effectuées au sein de Renault. Pas vraiment légal.

Wanier percé

Un technicien de Vestalia travaillant au TCR a été licencié pour faute pendant un arrêt maladie. Illégal. Un responsable de Vestalia a tout fait pour le pousser dehors, avec comme exemple de brimade le refus d'un jour de congé, sachant qu'il avait ce jour là une compétition de vélo BMX, sa passion.

Ce chef n'en est pas à son premier sale coup fait en douce. Mais ça commence à se savoir et des salariés relèvent la tête. Profiter de sa position hiérarchique pour exercer son arbitraire, n'est-ce pas la définition du harcèlement ?

Plus dangereux que le nucléaire : le capitalisme

Renault a rapidement évacué ses 70 salariés qui étaient au Japon, via la Corée ou le Sud du Japon.

Et les salariés de Nissan ? A commencer par les plus exposés : les 550 salariés de l'usine d'Iwaki, située dans la préfecture de Fukushima, ou encore les 5100 salariés de l'usine de Tochigi, des sites éloignés respectivement de 50 et 150 kms de la centrale nucléaire de Fukushima qui a explosé.

Pour Ghosn, PDG de Nissan, la priorité est de redémarrer la production. Quitte à exposer les salariés à la radioactivité ?

Les colombes voient rouge

Le 9 mars, les salariés de Thalès-Colombes (3 000 salariés dont 2 400 cadres) ont tenu une assemblée générale sur la bretelle de l'autoroute A86 qui dessert le site. 1100 salariés ont voté une grève de 24h reconductible pour obtenir la réouverture des négociations salariales annuelles. Les manifestants ont bloqué dès 5h30 les accès aux sites.

Ce n'est qu'un exemple des mouvements actuels sur les salaires. A quand le « tous ensemble » ?

Soutenez l'étincelle

Dans quinze jours aura lieu une collecte de soutien à l'étincelle. L'argent récolté servira à financer l'encre, le papier et tous les frais nécessaire à l'édition de ce bulletin. Si vous l'appréciez et souhaitez qu'il continue à paraître, préparez dès maintenant votre monnaie !